



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

attaques chimiques en Syrie

Question au Gouvernement n° 797

Texte de la question

ATTAQUES CHIMIQUES EN SYRIE

M. le président. La parole est à M. Meyer Habib, pour le groupe UDI, Agir et indépendants.

M. Meyer Habib. Monsieur le Premier ministre, vous le rappeliez à l'instant : samedi dernier, le régime de Bachar el-Assad, soutenu par ses alliés iraniens, a, encore une fois, employé de façon certaine des armes chimiques contre son propre peuple à Douma, assassinant des centaines de civils. Les images du massacre sont insupportables, tant elles heurtent les consciences : des cadavres de familles entassés, des enfants agonisants, brûlés au chlore... Oui, des enfants brûlés au chlore, en 2018 !

En 2012, Barack Obama avait tracé une ligne rouge : l'emploi d'armes chimiques déclencherait automatiquement des représailles militaires. Il n'a pas respecté cette résolution, laissant le champ libre au boucher de Damas. Si nous étions alors intervenus, Daech aurait-il pris cette ampleur ? Aurait-on connu cette crise migratoire sans précédent ? Ces questions restent ouvertes. La triste réalité est que cela fait cinq ans que le monde libre assiste, en silence, à ces crimes contre l'humanité.

La situation en Syrie est excessivement complexe, c'est vrai, mais l'inaction n'est plus tenable : elle entame jour après jour notre crédibilité. Aucune option n'est simple. Le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies, me direz-vous ? Le veto russe bloque systématiquement toute initiative de la communauté internationale. Continuer à ne rien faire ? Ce serait peut-être le plus facile, mais ce serait aussi un reniement de nos valeurs, et engagerait notre responsabilité morale.

Dernière option : envisager une action militaire ponctuelle, en liaison avec nos alliés, voire seuls.

M. Éric Coquerel. Et pourquoi pas une guerre mondiale ?

M. Meyer Habib. Monsieur le Premier ministre, dans deux jours, nous commémorerons Yom HaShoah. À l'époque, le monde savait, mais il avait laissé faire la barbarie nazie ; nous connaissons la suite. Notre histoire commande de défendre nos idéaux avec esprit de résistance et lucidité.

En mai dernier, le Président de la République a défini une ligne claire : « Toute utilisation d'armes chimiques » en Syrie « fera l'objet de représailles et d'une riposte immédiate ». Et d'ajouter : « Quand vous fixez des lignes rouges, si vous ne savez pas les faire respecter, vous décidez d'être faible ».

Monsieur le Premier ministre, pouvez-vous nous éclairer sur la position de la France ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UDI-Agir.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre chargée des affaires européennes.

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes. Monsieur le député, ce qui s'est passé le 7 avril à Douma est une monstruosité.

M. Jean Lassalle. Qui l'a commise ?

Mme Nathalie Loiseau, ministre . C'est bien sûr une violation du droit international, de toutes les conventions, des résolutions des Nations unies, mais c'est aussi une monstruosité parce que c'est un pas de plus dans la barbarie, cette barbarie que la Syrie subit depuis sept ans. Bachar el-Assad l'a montré : il est l'ennemi de son peuple. Ce qui s'est passé à Douma, ce sont des femmes, des hommes, des enfants, souvent pris dans leur sommeil, qui ont été assassinés sciemment. Ce ne sont pas des victimes collatérales : les civils ont été visés sciemment, afin de terroriser la population de la Ghouta orientale, qui est pilonnée depuis des semaines par le régime de Bachar el-Assad, aidé par ses alliés, en violation d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU.

Alors, oui, nous devons prendre nos responsabilités, et faire en sorte que l'impunité de l'utilisation des armes chimiques ne puisse pas se poursuivre, en Syrie ou ailleurs. Nous avons demandé, et obtenu, une première réunion du Conseil de sécurité de l'ONU hier ; le Conseil se réunira de nouveau tout à l'heure. La France fera en sorte de faire respecter l'interdiction de l'utilisation des armes chimiques. Nous avons demandé qu'un nouveau mécanisme d'enquête, celui-là même qui avait été bloqué par un veto russe, puisse être déployé en Syrie. Nous voulons toute la vérité, nous voulons agir, et nous devons travailler pour ramener la paix dans ce pays martyrisé. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.)*

Données clés

Auteur : [M. Meyer Habib](#)

Circonscription : Français établis hors de France (8^e circonscription) - UDI, Agir et Indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 797

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires européennes

Ministère attributaire : Affaires européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [11 avril 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [11 avril 2018](#)